

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 04/2020

Tableau de bord de l'Economie

au 4^{ème} trimestre 2020

Avril 2021

SOMMAIRE

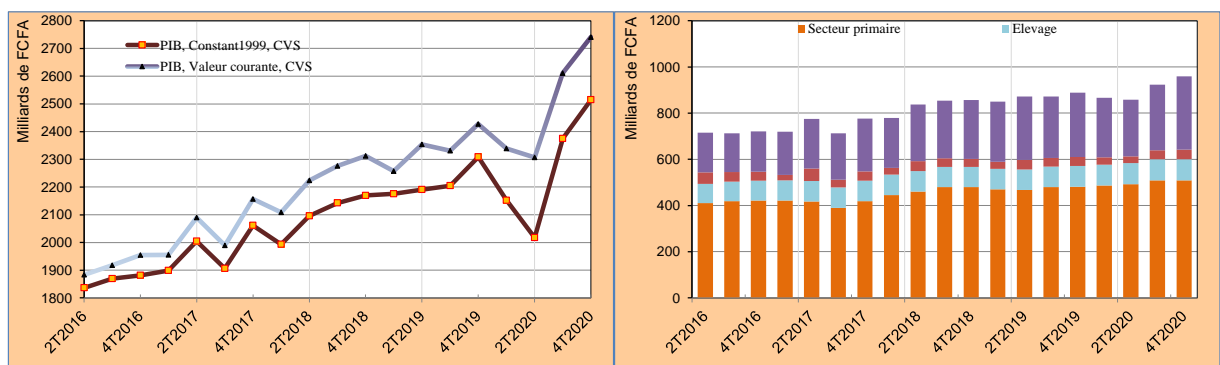
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Le PIB est ressorti à 5,9% au quatrième trimestre 2020 après une forte croissance de 17,7% au troisième trimestre et deux reculs successifs au premier et au deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la crise liée à la pandémie du coronavirus (COVID-19). Cette poursuite de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2020 résulte de la poursuite des activités dans le secondaire (+13,3%), dans le tertiaire (+2,5%) et une stagnation du secteur primaire. Le trimestre est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation en variation annuelle de 3,8% mais par une stagnation en glissement trimestriel. L'activité industrielle, après une relance entraînée principalement par l'augmentation de la production d'énergie électrique au deuxième trimestre 2020, enregistre un ralentissement au troisième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), passe de 174,9 à 151,3 entre les deuxième et troisième trimestres 2020, soit une baisse de 13,5%. Cependant, en glissement annuel, On observe une

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
Secteur primaire	481,2	486,4	492,2	508,9	509,1	0,0%	5,8%
Agriculture	345,8	352,5	361,8	371,4	371,4	0,0%	7,4%
Agriculture hors égrenage de coton	334,8	341,8	351,5	360,9	360,7	-0,1%	7,7%
Egrenage de coton	11,9	11,7	11,5	11,7	11,9	1,8%	-0,2%
Élevage	90,0	90,6	91,1	91,4	91,6	0,2%	1,8%
Sylviculture et chasse	34,6	32,8	29,4	34,6	34,6	0,0%	0,0%
Pêche et aquaculture	7,5	7,1	6,4	7,5	7,5	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	511,5	500,9	512,0	578,6	655,7	13,3%	28,2%
Activités extractives	213,3	223,4	239,4	272,9	330,9	21,3%	55,1%
Activités manufacturières	212,2	199,8	197,3	223,1	234,5	5,1%	10,5%
Agroalimentaire	135,4	129,5	127,3	143,9	152,0	5,6%	12,2%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	27,2	26,6	27,1	27,5	27,1	-1,5%	-0,2%
Fabrication de produits minéraux	10,9	11,9	12,3	12,3	12,9	4,1%	18,2%
Autres industries manufacturières	38,3	31,0	29,8	38,4	41,5	7,9%	8,4%
Electricité - Eau - Assainissement	15,5	15,7	15,8	15,7	16,1	2,6%	4,0%
Construction	67,0	58,0	55,0	62,0	67,5	8,9%	0,8%
Secteur tertiaire	1 041,7	909,3	767,8	1 000,8	1 026,2	2,5%	-1,5%
Commerce et réparation	215,7	175,3	129,0	195,7	215,9	10,3%	0,1%
Transport et entreposage	26,0	22,7	22,1	23,8	30,3	27,2%	16,3%
Hébergement et restauration	54,2	40,2	29,7	37,7	40,2	6,5%	-25,9%
Information et communication	59,2	57,8	57,4	60,4	63,6	5,2%	7,4%
Services Financiers et assurances	52,0	46,3	48,0	48,0	49,8	3,8%	-4,2%
Activités immobilières	112,4	106,7	95,5	112,4	112,4	0,0%	0,0%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de	32,7	31,8	28,1	30,6	30,6	-0,2%	-6,5%
Services d'administration publique et autres services collectifs	486,9	424,3	352,1	486,4	478,1	-1,7%	-1,8%
Impôts et taxes nets sur les produits	279,2	257,8	244,8	284,0	316,4	11,4%	13,3%
PIB, Constant1999, CVS	2 308,7	2 152,4	2 017,6	2 375,3	2 514,9	5,9%	8,9%
PIB, Valeur courante, CVS	2 427,6	2 339,1	2 306,5	2 610,8	2 740,9	5,0%	12,9%



Au quatrième trimestre 2020, le PIB réel poursuit sa croissance qui s'établit à 5,9% par rapport au trimestre précédent après une forte hausse de 17,7% enregistrée au trimestre précédent. Cette croissance de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2020 résulte de la poursuite de la reprise des activités dans les différents secteurs. Il s'agit des hausses dans le secteur secondaire (+13,3%), le tertiaire (+2,5%) et une stagnation du secteur primaire (+0,0%).

L'activité économique a connu une hausse au quatrième trimestre 2020 dans le secteur secondaire (+13,3%). Cette poursuite de la croissance est due principalement à la forte progression des activités extractives (+21,3%) et à une croissance dans les secteurs de la construction (+8,9%), de l'industrie agroalimentaire (+5,6%) et des activités manufacturières (5,1%).

La croissance dans le secteur tertiaire est liée au maintien de l'allègement des mesures de relance dans la lutte contre la COVID-19. En effet, on note une progression des activités des services de transport (+27,2%), du commerce (+10,3%), de l'hébergement (+6,5%) et des services des postes et télécommunication (+5,2%);

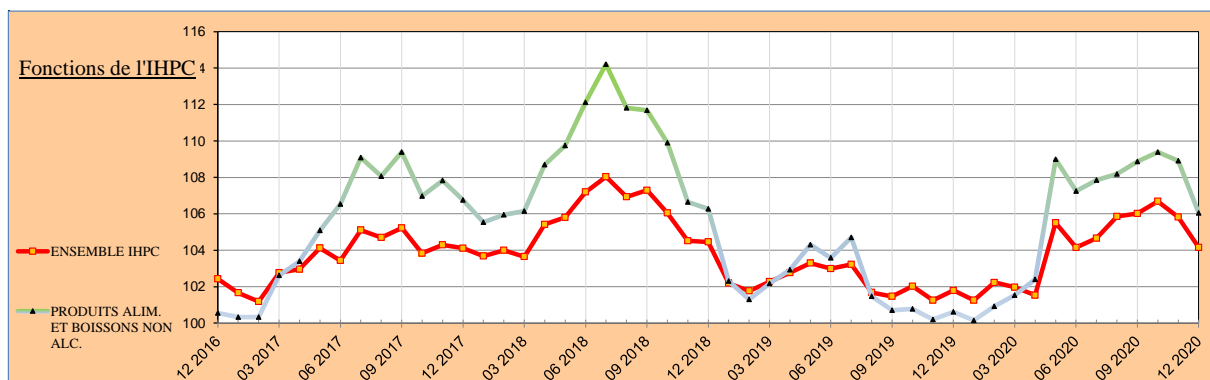
Le secteur primaire quant à lui n'enregistre aucune évolution ; il est cependant marqué par une progression de l'activité d'égrenage de coton (1,8%) contre balancé par l'activité agricole (-0,1%).

En variation annuelle, le PIB croît de 8,9% au quatrième trimestre après sa croissance entamée au troisième trimestre de 7,7%. Cette performance est liée au rythme de l'activité dans le secteur secondaire (+28,2%) et du secteur primaire (+5,8%), le secteur tertiaire ayant enregistré une contreperformance (-1,5%). En somme, le taux de croissance réel ressortirait à 2,0% pour l'année 2020.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	101,7	101,8	103,7	105,5	105,6	0,0%	3,8%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	100,5	100,9	106,2	108,3	108,1	-0,2%	7,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	129,4	126,0	124,3	138,2	132,7	-4,0%	2,6%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,6	101,4	91,9	96,3	100,1	4,0%	-0,5%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,3	101,2	101,2	101,3	101,3	0,0%	0,0%
SANTE	100,4	100,4	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	99,9	100,1	99,0	98,6	98,4	-0,2%	-1,5%
COMMUNICATION	98,6	98,8	98,8	98,8	98,8	0,0%	0,2%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,1	101,1	101,1	101,1	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	107,4	107,4	107,4	107,4	107,8	0,4%	0,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	104,9	105,5	105,7	104,8	105,1	0,3%	0,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,8	100,8	100,8	100,8	100,9	0,1%	0,1%



Le quatrième trimestre 2020 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation en variation annuelle de 3,8%. En variation trimestrielle, le niveau général des prix est resté stable.

En glissement trimestriel, les prix des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" ont enregistré une hausse de 4% tandis que ceux des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" baissaient de 4,0%. Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix (entre -0,2% et 0,4%). La résultante de ces évolutions contrastées des prix est une inflation trimestrielle nulle

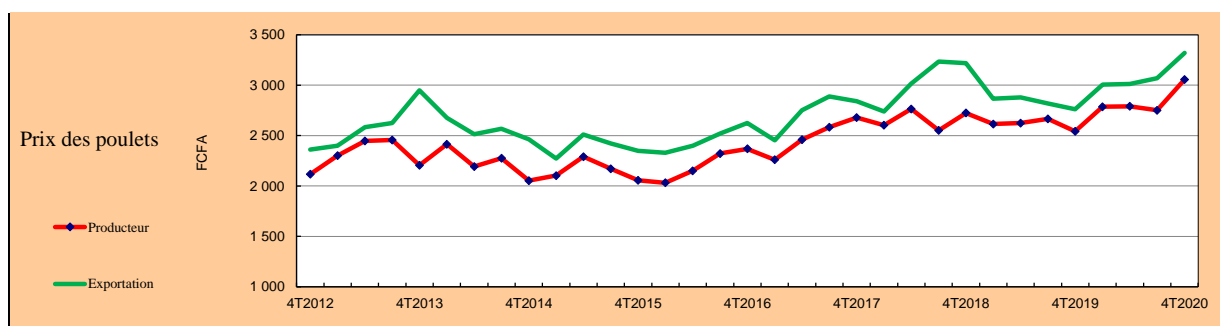
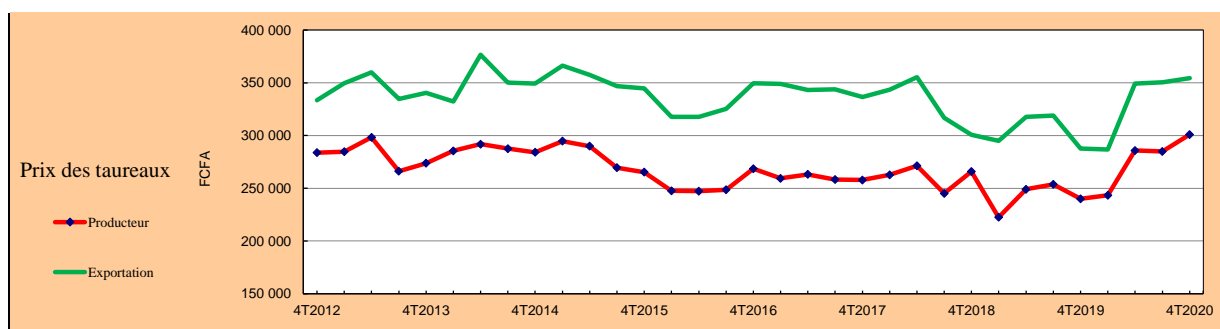
La hausse de 3,8% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+7,5%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+2,6%). Cette hausse est atténuée par le fléchissement des prix des services de "transport" (-1,5%).

A fin décembre 2020, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 1,9% contre -3,2% à fin décembre 2019. Les bons résultats de la campagne agricole 2020-2021 et les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère constituent les principaux éléments explicatifs de cette maîtrise de l'inflation au quatrième trimestre de l'année 2020.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	239 936	243 267	285 676	284 903	300 949	5,6%	25,4%
Prix à l'exportation du taureau	287 728	286 582	349 131	350 379	354 371	1,1%	23,2%
Prix au producteur du bœuf	40 877	41 631	46 227	52 134	48 695	-6,6%	19,1%
Prix à l'exportation du bœuf	51 328	49 164	57 475	53 250	58 200	9,3%	13,4%
Prix au producteur du bouc	30 227	30 583	32 152	27 798	28 604	2,9%	-5,4%
Prix à l'exportation du bouc	34 692	34 273	37 856	26 781	33 000	23,2%	-4,9%
Prix au producteur du poulet	2 543	2 785	2 791	2 750	3 057	11,2%	20,2%
Prix à l'exportation du poulet	2 761	3 006	3 013	3 069	3 319	8,1%	20,2%
Prix au producteur de la pintade	2 532	2 736	2 743	2 765	2 948	6,6%	16,4%
Prix à l'exportation de la pintade	2 729	2 934	2 949	2 951	3 174	7,6%	16,3%



Le marché du bétail s'est caractérisé au quatrième trimestre 2020 par une hausse de l'offre moyenne journalière des animaux sur les marchés (+8,1% pour les bovins et +7,4% pour les petits ruminants) comparativement au troisième trimestre. Cette hausse du niveau d'approvisionnement s'est accompagnée d'une hausse du niveau des prix du bétail et de la volaille sur les marchés. Une situation qui pourrait s'expliquer d'une part par le bon état d'embonpoint du bétail et d'autre part par une hausse de la demande.

Le prix du taureau a affiché une tendance haussière par rapport au trimestre précédent sur les marchés de production et d'exportation. En effet, en glissement trimestriel, le prix du taureau a connu des variations de +5,6% sur les marchés de production et de +1,1% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, la même tendance du prix du taureau a été observée avec des variations nettement supérieures à celles observées en glissement trimestriel (+25,4% sur les marchés de production et +23,2% sur les marchés d'exportation).

Les prix des petits ruminants ont connu les mêmes tendances que celles observées pour le taureau sur les marchés d'exportation. En glissement trimestriel, les niveaux de prix observés sur les marchés d'exportation sont en hausse de 9,3% pour le bœuf et de 23,2% pour le bouc par rapport au trimestre écoulé. Sur les marchés de production, le prix du bœuf a connu une dépréciation de 6,6% tandis que celui du bouc a affiché une hausse de 2,9%. Comparativement au quatrième trimestre de 2019, les prix au producteur et à l'exportation des petits ruminants sont restés en hausses pour le bœuf (+19,1% pour le prix à la production) et en baisse pour le bouc (-4,9% pour le prix à l'exportation).

La tendance haussière des prix du bétail s'expliquerait par le bon état d'embonpoint des catégories présentées sur les marchés d'une part et d'autre part par la hausse de la demande pour les fêtes de fin d'année.

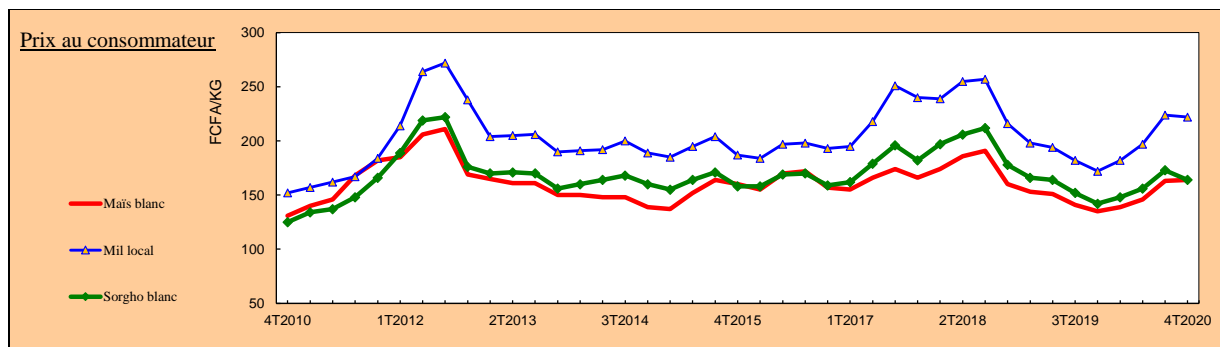
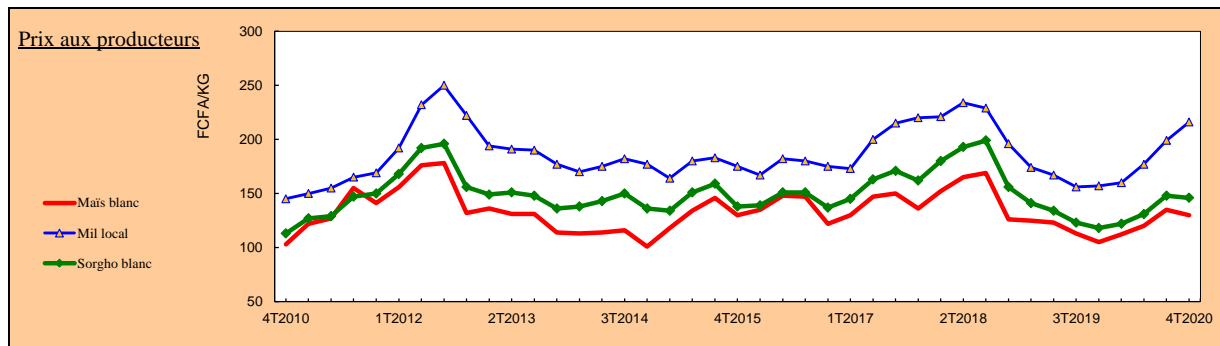
Le prix moyen de la volaille s'est apprécié en glissement trimestriel comme en glissement annuel avec des variations beaucoup plus élevées en glissement annuel (+20,2% pour le poulet et +16,3% pour la pintade).

La hausse des prix de la volaille s'expliquerait par la hausse de la demande avec les opportunités qui se sont créées lors de la campagne électorale et des fêtes de fin d'année.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	105,0	112,0	120,0	135,0	130,0	-3,7%	23,8%
Prix au consommateur du maïs blanc	135,0	139,0	146,0	163,0	164,0	0,6%	21,5%
Prix au producteur du mil local	157,0	160,0	177,0	199,0	216,0	8,5%	37,6%
Prix au consommateur du mil local	172,0	182,0	197,0	224,0	222,0	-0,9%	29,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	118,0	122,0	131,0	148,0	146,0	-1,4%	23,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	142,0	148,0	156,0	173,0	164,0	-5,2%	15,5%



Le quatrième trimestre 2020 a été marqué par une bonne disponibilité des céréales sur les marchés et une tendance à la baisse des prix des principales céréales sur les marchés. Ces derniers ont été bien approvisionnés et l'offre céréalière a connu une hausse. La demande a connu par contre une baisse car les ménages sont moins dépendant des marchés. Ce qui a eu pour conséquence une chute de prix en ce quatrième trimestre.

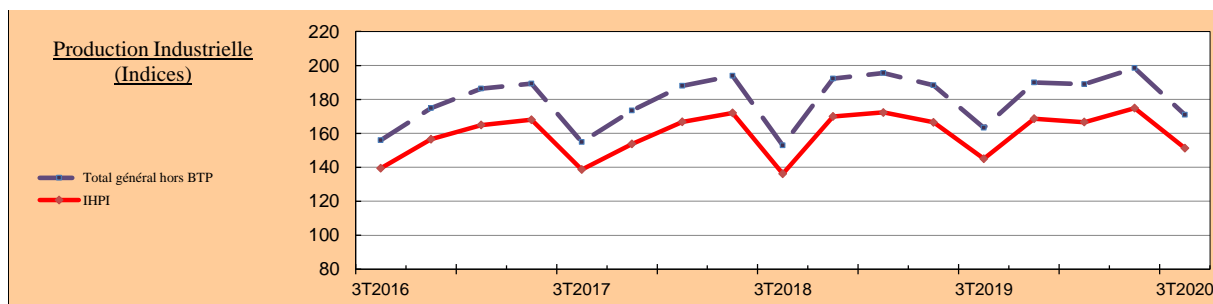
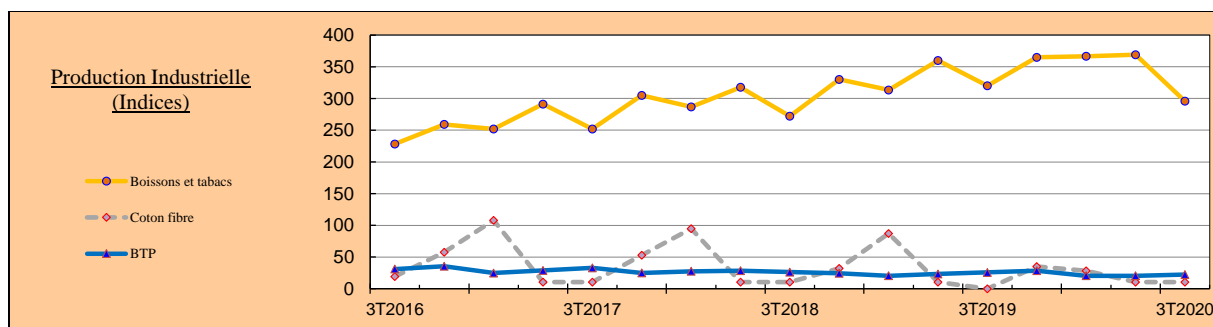
Sur les marchés de collecte au quatrième trimestre, les principales céréales se négociaient en moyenne à 130 FCFA le kilo pour le maïs, 146 FCFA pour le sorgho et 216 FCFA pour le mil. Par rapport au trimestre précédent, ces prix sont en baisse pour le maïs (-3,7%), le sorgho (-1,4%) mais en hausse pour le mil (+8,5%). Par rapport au même trimestre de l'année passée, les prix des principales céréales sur les marchés de collecte sont en hausse de plus de 20%.

Sur les marchés de détail, les prix moyens des principales céréales se situaient à 164 FCFA le kilo pour le maïs, 222 FCFA pour le mil et 164 FCFA pour le sorgho. Cette situation traduit une hausse de prix à la consommation de 0,6% pour le maïs et une baisse de prix pour le mil (-0,9%) et pour le sorgho (-5,2%) comparés aux prix du trimestre précédent. Par rapport au 4ème trimestre de 2019, l'ensemble des prix à la consommation sont en hausse.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	35,0	28,3	10,3	10,3	0,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	235,4	293,5	309,4	294,3	243,1	-17,4%	3,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	13,4	45,2	39,2	22,8	13,4	-41,2%	0,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 521,7	1 653,8	1 733,1	1 856,5	2 116,0	14,0%	39,1%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	156,6	188,2	188,5	184,0	158,3	-13,9%	1,1%
BOISSONS ET TABAC	320,1	364,8	366,6	369,0	295,8	-19,8%	-7,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	156,6	188,2	188,5	184,0	158,3	-13,9%	1,1%
BOULANGERIES, MEUNERIES	348,9	712,5	854,3	1 451,0	1 555,0	7,2%	345,7%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	48,6	113,8	150,8	56,5	41,0	-27,5%	-15,8%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	40,7	75,8	87,8	88,3	100,2	13,4%	146,2%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	119,0	109,0	98,0	153,3	111,7	-27,1%	-6,1%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	25,7	28,6	20,6	20,6	22,5	9,4%	-12,4%
TOTAL GENERAL HORS BTP	163,3	190,0	189,0	198,5	170,9	-13,9%	4,7%
IHPI	145,1	168,6	166,6	174,9	151,3	-13,5%	4,3%



L'activité industrielle, après une relance entraînée principalement par l'augmentation de la production d'énergie électrique au deuxième trimestre 2020, enregistre un ralentissement au troisième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), passe de 174,9 à 151,3 entre les deuxième et troisième trimestres 2020, soit une baisse de 13,5%. Cependant, en glissement annuel, on observe une croissance de 4,3% de l'indice global.

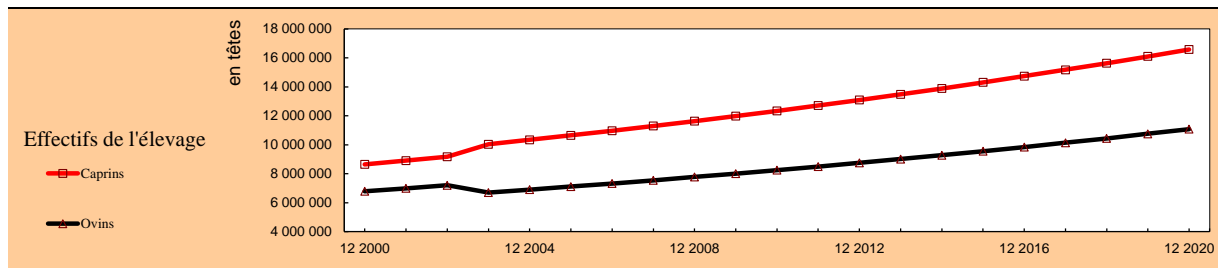
La baisse constatée est due à une baisse de production dans la plupart des branches de l'industrie burkinabè et particulièrement dans le secteur eau, électricité, gaz. En effet, l'indice des industries énergétiques enregistre une forte baisse de 27,1% en glissement trimestriel consécutivement à une importante diminution de la production d'électricité (-36,1%) au cours du trimestre. En glissement annuel, la baisse est relativement moindre (-6,1%). Aussi, l'indice des industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs est en baisse de 17,4% en glissement trimestriel mais en hausse de 3,3% comparativement au troisième trimestre 2019. Quant à l'activité d'égrenage de coton, elle est entrée dans sa phase d'inactivité saisonnière.

En dépit la baisse générale de la production dans l'industrie, on observe une évolution positive de certaines sous branches. Il s'agit principalement des industries extractives et des industries de production de matériaux de construction. En effet, l'indice des industries extractives enregistre une importante hausse tant en glissement trimestriel (+14,0%) qu'annuel (+39,1%). Quant à l'indice du secteur du BTP, il croît 9,4% par rapport au deuxième trimestre 2020. En revanche, en glissement annuel, l'indice est en baisse de 12,4%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

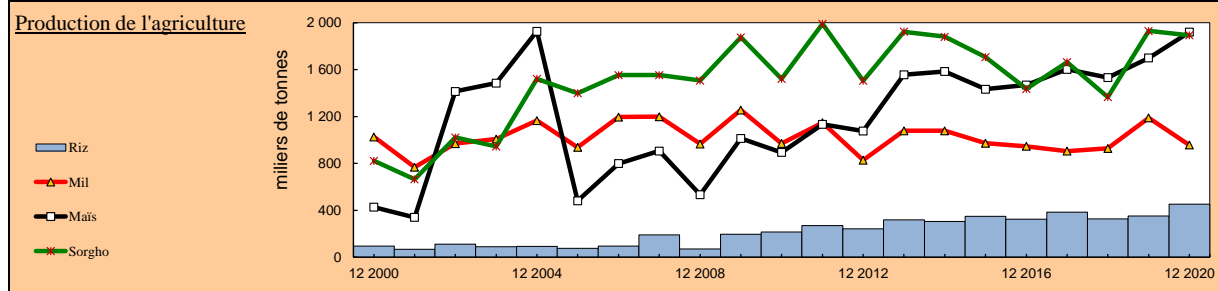


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

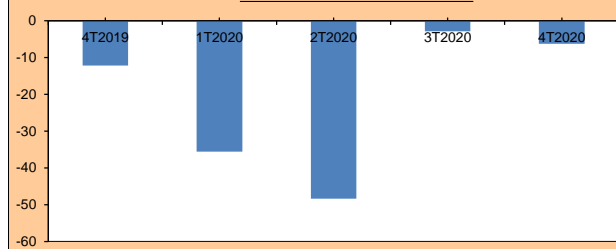
PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Production brute totale de céréales	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	3,2%	4,8%
dont : Production brute de mil	905 071	928 234	1 189 079	970 176	957 253	1,4%	-1,3%
dont : Production brute de sorgho	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	3,3%	1,2%
dont : Production brute de maïs	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	4,6%	12,2%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	384 690	325 566	350 392	376 577	451 421	4,1%	19,9%

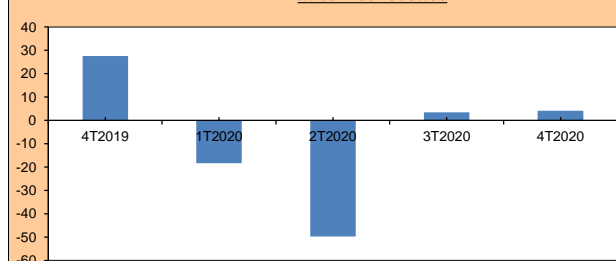


Au quatrième trimestre 2020 la production céréalière augmente de 3,2% comparativement au trimestre précédent. Cette progression est portée par l'ensemble des principales cultures céréalières. En effet, la production brute du maïs augmente de 4,6%, le riz de 4,1%, le sorgho de 3,3% et le mil de 1,4%. Pour l'ensemble de la campagne 2020/2021, la production céréalière augmente de 4,9%.

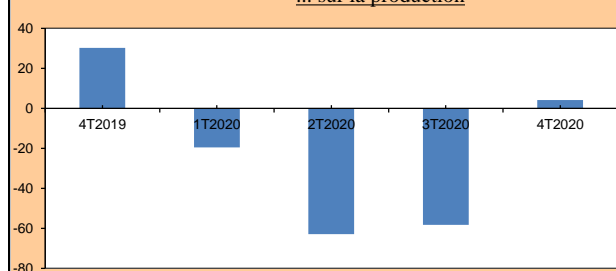
Comparativement au quatrième trimestre de 2019, la production brute totale de céréales augmente de 4,8% ; Cette variation est surtout portée par la production de riz (+19,9%), du maïs (+12,2%) et du Sorgho (+1,2%) ; On note une baisse de la production du mil de 1,3%.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

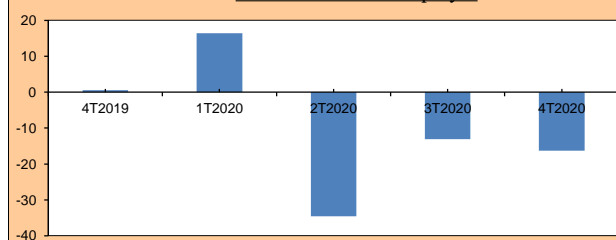
La détérioration du climat des affaires se poursuit au quatrième trimestre 2020 après une dégradation continue depuis le 3ème trimestre 2019.

... sur les recettes**Recettes**

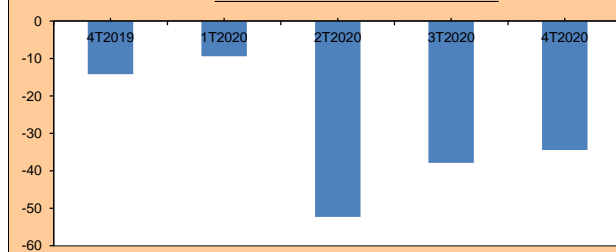
Une poursuite de la hausse des recettes au 4ème trimestre après une hausse au 3ème trimestre 2020.

... sur la production**Production**

La production reprend sa croissance au 4ème trimestre 2020.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La baisse des effectifs employés se poursuit au 4ème trimestre 2020.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La détérioration de la situation de la trésorerie continue mais s'atenué légèrement.

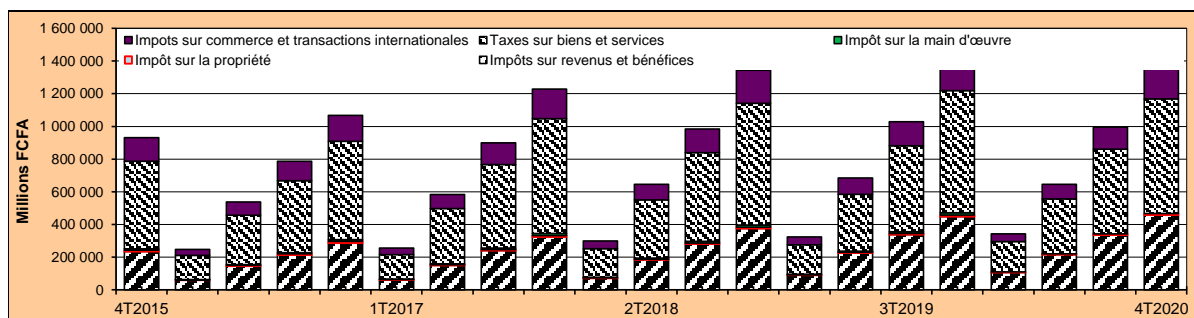
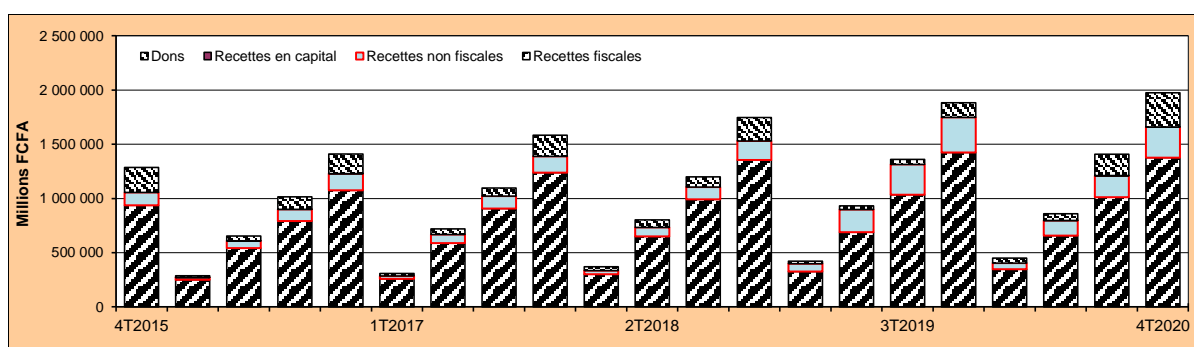
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2020, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 524,61 milliards de FCFA, contre un déficit de 295,45 milliards de FCFA un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2020)	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 562 273,6	1 881 970,0	449 951,9	859 491,1	1 407 779,2	1 975 339,7	77,1%	5,0%
Recettes totales	2 223 736,9	1 747 695,2	404 509,7	797 140,6	1 210 701,1	1 659 380,9	74,6%	-5,1%
Recettes courantes	1 885 200,3	1 747 695,2	404 509,4	797 139,1	1 210 414,8	1 659 076,2	88,0%	-5,1%
Recettes fiscales	1 654 215,0	1 424 863,9	347 449,2	656 446,8	1 012 175,9	1 377 023,8	83,2%	-3,4%
Impôts sur revenus et bénéfices	502 554,0	448 636,9	106 481,0	215 310,9	335 517,0	457 052,1	90,9%	1,9%
Impôt sur la main d'œuvre	95 261,2	13 220,4	3 836,7	7 136,2	10 963,3	14 608,1	15,3%	10,5%
Taxes sur biens et services	872 903,3	746 847,9	185 470,1	335 177,6	517 395,7	701 193,9	80,3%	-6,1%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	237 435,4	195 885,5	46 440,8	90 414,0	135 122,9	185 295,2	78,0%	-5,4%
Autres recettes fiscales	15 843,2	11 625,0	1 651,2	3 226,4	5 875,5	8 583,2	54,2%	-26,2%
Recettes non fiscales	230 985,3	322 831,3	57 060,2	140 692,3	198 238,9	282 052,3	122,1%	-12,6%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,321	1,456	286,351	304,702		
Dons	338 536,7	134 274,8	45 442,2	62 350,6	197 078,0	315 958,8	93,3%	135,3%
Projets	262 016,7	45 893,2	45 442,2	60 591,5	80 398,0	156 280,5	59,6%	240,5%
Programmes	76 520,0	88 381,6	0,0	1 759,0	116 680,0	159 678,3	208,7%	80,7%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1 975,34 milliards de FCFA à fin décembre 2020 contre un niveau de 1 881,97 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit une progression de 5,0%. Cette performance s'explique uniquement par la hausse des dons qui ont connu une augmentation de 181,68 milliards de FCFA.

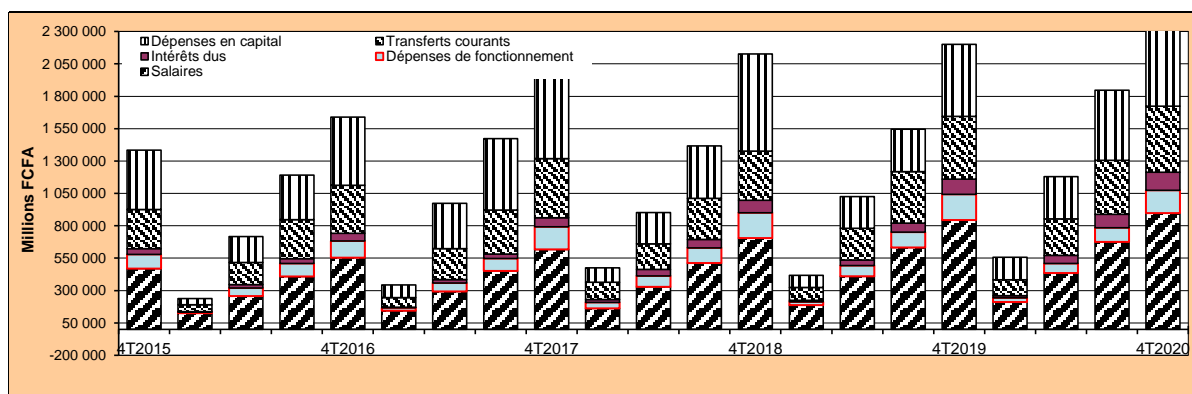
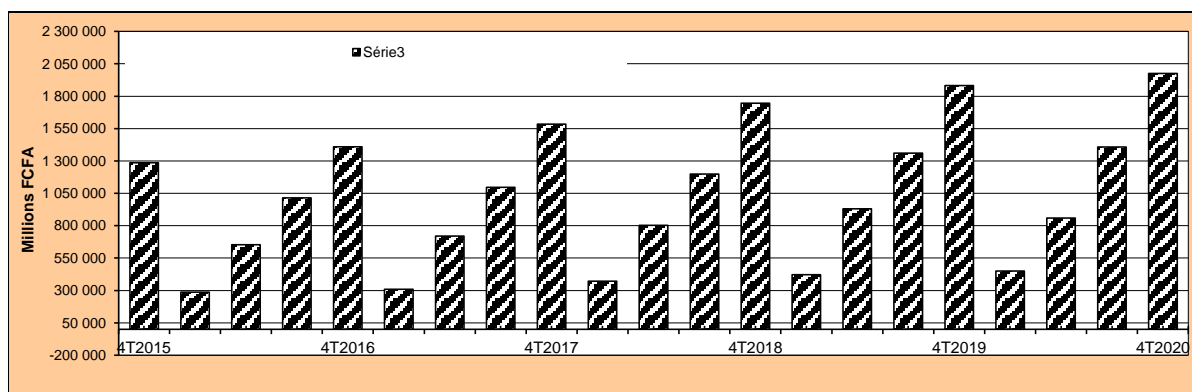
Les recettes propres ont connu un repli de 5,1% par rapport à fin décembre 2019 pour s'établir à 1 659,38 milliards de FCFA au 31 décembre 2020. Cette contre performance est liée aussi bien à celle des recettes fiscales qu'à celle des recettes non fiscales. Les recettes fiscales, au 31 décembre 2020, se sont situées à 1 377,02 milliards de FCFA, en diminution de 47,84 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin décembre 2019. Ce repli résulte de l'augmentation des « impôts sur revenus et bénéfices », des « impôts sur la main d'œuvre » et des « impôts sur la propriété » qui ont enregistré des hausses respectives de 8,42 milliards de FCFA, de 1,39 milliards de FCFA et de 1,64 milliards de FCFA et de la diminution des « taxes sur biens et services », des « impôts sur le commerce et transactions internationales » ainsi que des « autres recettes fiscales » qui sont en baisse respectivement de 12,55 milliards de FCFA, de 10,59 milliards de FCFA et de 3,04 milliards de FCFA.

Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une diminution de 40,78 milliards de FCFA (-12,6%) pour se situer à 282,05 milliards de FCFA à fin décembre 2020, après un niveau de 322,83 milliards de FCFA à la même période de 2019. Cette baisse résulte principalement de celle des « ventes non industrielles » (-67,95 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 315,95 milliards de FCFA à fin décembre 2020 contre une mobilisation de 134,27 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une hausse de 181,68 milliards de FCFA.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 508 876,9	2 177 424,6	557 382,5	1 183 080,2	1 849 835,3	2 499 952,7	99,6%	14,8%
Dépenses	2 518 457	2 201 274,0	557 326,1	1 179 306,6	1 847 175,8	2 504 304,5	99,4%	13,8%
Dépenses courantes	1 621 296	1 644 483,1	383 723,6	852 649,3	1 306 071,7	1 724 301,6	106,4%	4,9%
Salaires	101 020	844 426,3	211 694,5	435 398,6	674 676,6	897 208,1	888,1%	6,3%
Dépenses de fonctionnement	198 993	198 431,2	32 201,0	73 717,5	110 638,4	176 292,6	88,6%	-11,2%
Intérêts dus	123 380	117 069,3	15 779,1	62 144,6	104 269,0	140 576,7	113,9%	20,1%
Transferts courants	420 923	484 556,3	124 048,9	281 388,5	416 487,6	510 224,1	121,2%	5,3%
Dépenses en capital	897 161	556 790,9	173 602,5	326 657,3	541 104,1	780 002,9	86,9%	40,1%
financées sur ressources propres	500 654	418 987,1	65 746,4	167 582,1	279 558,2	432 917,7	86,5%	3,3%
Prêts nets	-9 580	-23 849,3	56,4	3 773,6	2 659,5	-4 351,8	45,4%	-81,8%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 2 499,95,94 milliards de FCFA à fin décembre 2020 contre 2 177,42 milliards de FCFA à la même période en 2019, enregistrent une hausse de 322,53 milliards de FCFA (+14,8%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 79,82 milliards de FCFA) et des dépenses en capital (+223,21 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1 724,30 milliards de FCFA à fin décembre 2020, enregistrant un accroissement de 4,9% par rapport à fin décembre 2019. Cette augmentation est la résultante, d'une part, des hausses des dépenses de personnel (+52,78 milliards de FCFA), des dépenses de transferts courants (+25,67 milliards de FCFA) et des paiements des charges de la dette (+23,51 milliards de FCFA) et, d'autre part, de la baisse des dépenses de fonctionnement (-22,58 milliards de FCFA).

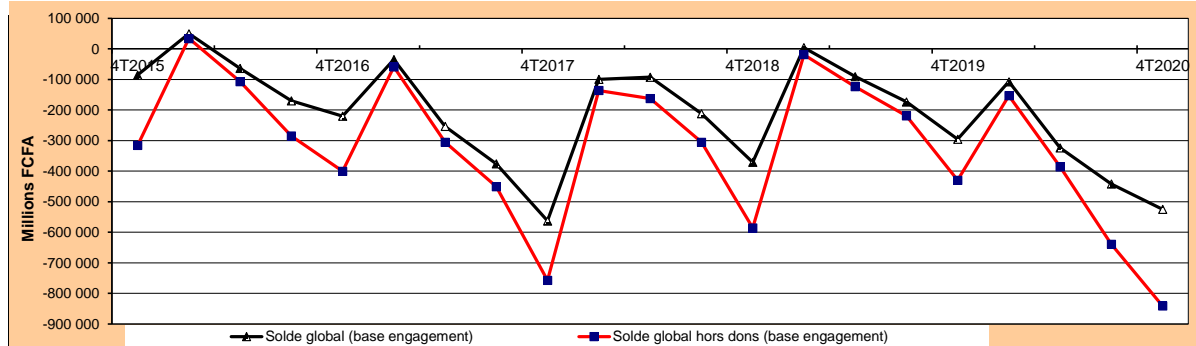
L'accroissement des dépenses de personnel (+6,3%) s'explique essentiellement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.), des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents, de la poursuite de la mise en œuvre des mesures gouvernementales portant, entre autres, sur le statut valorisant des enseignants, la fonction publique hospitalière et le nouveau statut de la police nationale.

Les dépenses en capital se sont établies à 780,00 milliards de FCFA à fin décembre 2020 en accroissement de 223,21 milliards de FCFA (40,1%) par rapport à la même date en 2019. La hausse s'explique par celle de l'ensemble de ses sous composantes. Les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures ont progressé de 148,90 milliards de FCFA et celles des investissements financées sur ressources propres ont progressé de 74,32 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2020	2020	2020	2020		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	53 396,7	-295 454,7	-107 430,6	-323 589,1	-442 056,2	-524 613,0	-982,5%	77,6%
Solde global hors dons (base engagement)	-623 676,7	-429 729,4	-152 872,8	-385 939,6	-639 134,2	-840 571,9	134,8%	95,6%
Solde primaire	-113 790,0	-312 660,1	-137 093,7	-323 795,0	-534 865,2	-699 995,1	615,2%	123,9%
Solde de base	-237 170,0	-293 232,8	-45 016,6	-227 752,2	-434 065,3	-555 180,0	234,1%	89,3%
Solde global (base caisse)	53 396,7	-298 044,1	-136 031,3	-307 016,2	-490 858,5	-532 834,8	-997,9%	78,8%
Solde global hors dons (base caisse)	-623 676,7	-432 318,8	-181 473,6	-369 366,7	-687 936,5	-848 793,6	136,1%	96,3%

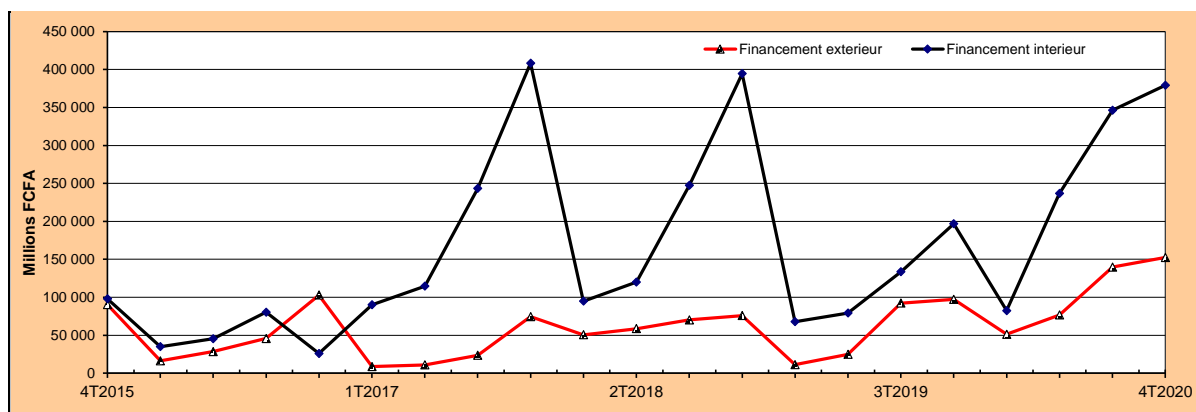


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 524,61 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 contre un déficit de 295,45 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une aggravation de 229,16 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), il s'est creusé à 532,83 milliards de FCFA à fin décembre 2020 contre 298,04 milliards de FCFA à fin décembre 2019. Il a été couvert par un financement extérieur net de 152,41 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 379,31 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin décembre 2020 s'est opéré d'une part, par quinze (15) émissions de bons du Trésor, et douze (12) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 427,10 milliards de FCFA et 630,60 milliards de FCFA et, d'autre part, par des remboursements de 448,31 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 298,10 milliards de FCFA pour les obligations.

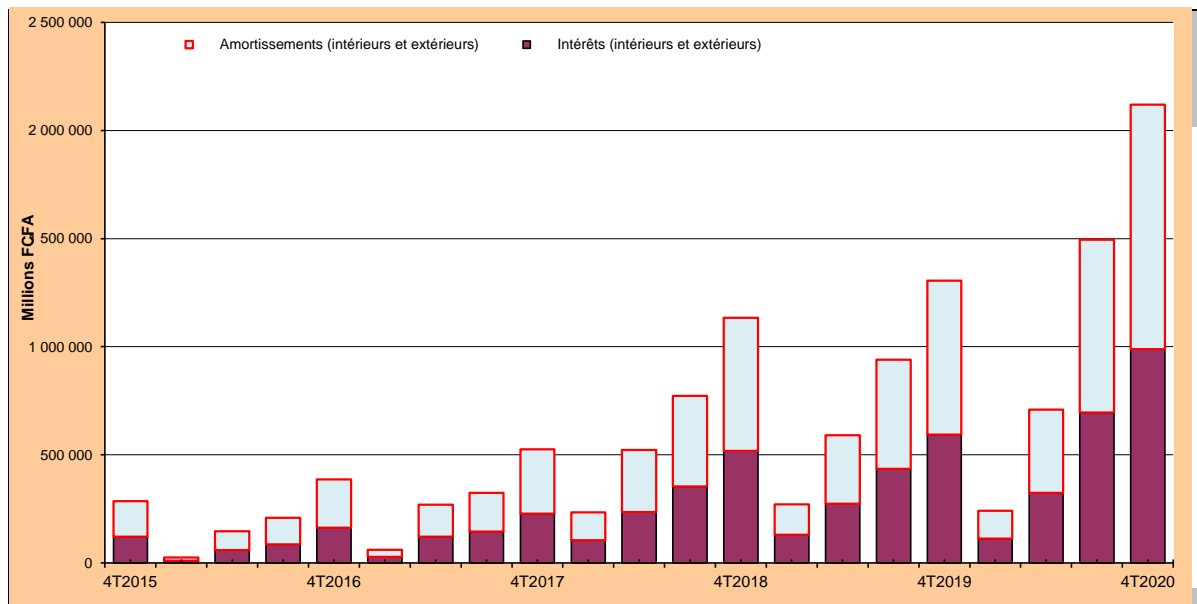
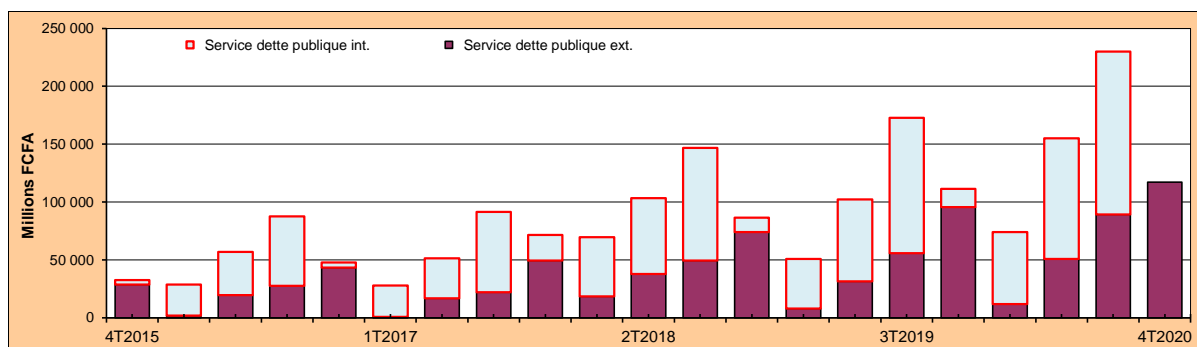
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2020	2020	2020	2020		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Financement	141 624,3	294 085,6	133 459,5	313 402,8	485 928,8	531 713,0	375,4%	80,8%
Financement extérieur	88 515,1	97 154,3	51 175,4	76 555,1	139 674,7	152 407,0	172,2%	56,9%
Décaissements extérieurs	169 070,3	156 099,4	62 413,9	108 825,1	181 337,8	213 774,1	126,4%	36,9%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-80 555,2	-58 945,1	-11 238,5	-32 270,0	-41 663,1	-61 367,2	76,2%	4,1%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	53 109,3	196 931,3	82 284,1	236 847,7	346 254,1	379 306,0	714,2%	92,6%
Financement bancaire	53 109,3	19 829,0	-626,7	10 512,9	89 575,4	77 382,4	145,7%	290,2%
Secteur non bancaire	0,0	177 102,2	82 910,8	226 334,8	256 678,7	301 923,6		70,5%
Gap de financement	143 515,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE	Prévision budgétaire (2019)	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	605 232,0	711 242,6	128 810,4	385 963,8	799 768,2	1 129 753,4	186,7%	58,8%
Amortissements (int. et ext.)	481 852	594 173,2	113 031,2	323 819,1	695 499,2	989 176,7	205,3%	66,5%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	123 380	117 069,3	15 779,1	62 144,6	104 269,0	140 576,7	113,9%	20,1%
Service dette publique int.	522 579,0	630 792,4	113 617,4	342 312,2	743 157,8	1 044 840,4	199,9%	65,6%
Amortissements	430 536	535 228,2	101 792,7	291 549,1	653 836,1	927 809,5	215,5%	73,3%
Intérêts	92 043	95 564,3	11 824,7	50 763,1	89 321,7	117 030,9	127,1%	22,5%
Service dette publique ext.	82 653,1	80 450,2	15 193,0	43 651,5	56 610,4	84 913,0	102,7%	5,5%
Amortissements	51 316	58 945,1	11 238,5	32 270,0	41 663,1	61 367,2	61,3%	4,1%
Intérêts	31 337	21 505,1	3 954,5	11 381,5	14 947,3	23 545,9	75,1%	9,5%
Service dette ext./recettes totales	3,7%	4,6%	3,8%	5,5%	4,7%	5,1%		0,51 points

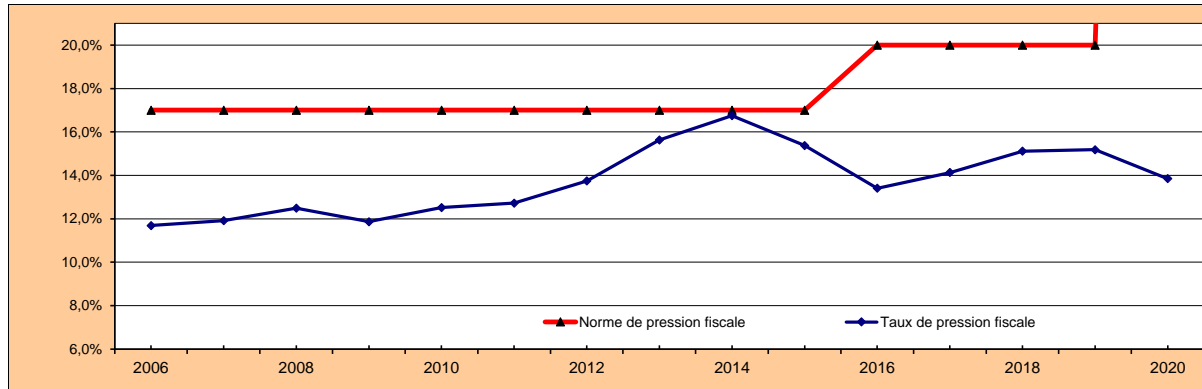


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,1% à fin décembre 2020 contre 4,7% à fin décembre de l'année dernière, marquant une hausse de 0,5 point de pourcentage

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Solde budgétaires global / PIB nominal	\geq	-3%	-3,6%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%
Taux d'inflation	\leq	3%	0,4%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	\leq	70%	32,9%	33,8%	40,5%	50,7%	57,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	\leq	35%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%
Taux de pression fiscale	\geq	20%	14,1%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%



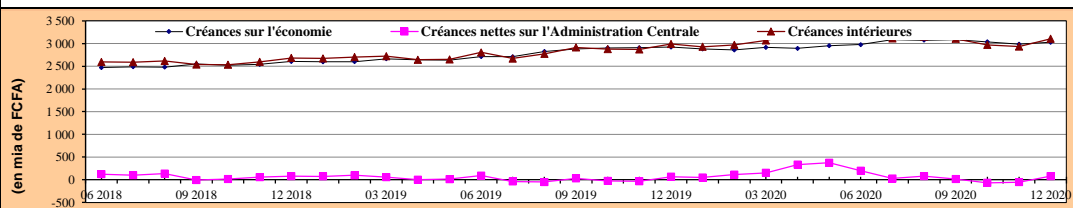
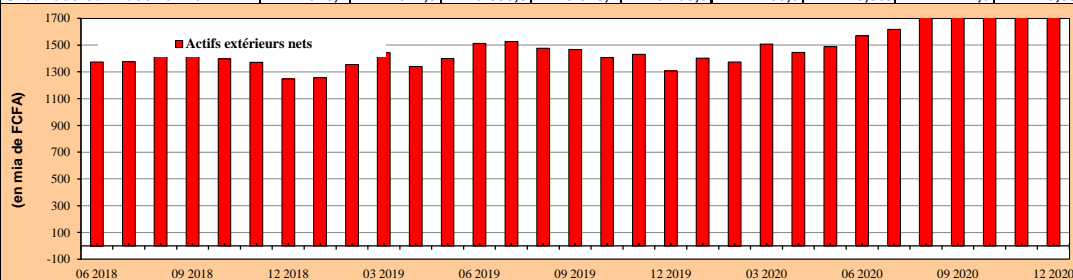
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire entre fin septembre et fin décembre 2020 a été marquée par une progression de la masse monétaire observée sur chacune de ses composantes. Cet accroissement a été induit par la hausse aussi bien des créances intérieures que des Actifs Extérieurs Nets – AEN.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	655,9	652,3	659,9	634,2	696,5	62,3	9,8%	40,6	6,2%	
Dépôts transférables	1 828,6	1 876,4	2 104,4	2 025,2	2 261,0	235,8	11,6%	432,4	23,6%	
BCEAO	2,2	0,4	3,0	0,8	2,9	2,1	269,6%	0,7	32,8%	
Banques	195,7	719,6	195,7	1 000,5	195,7	-804,8	-80,4%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	250,2	250,2	250,2	250,2	250,2	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
M1	2 484,5	2 528,7	2 764,3	2 659,4	2 957,5	298,1	11,2%	472,9	19,0%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 571,9	1 720,5	1 715,6	1 701,9	1 781,0	79,2	4,7%	209,2	13,3%	
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
AID Banques	1 571,6	1 720,2	1 715,2	1 701,5	1 780,7	79,2	4,7%	209,2	13,3%	
Masse monétaire (M2)	4 056,4	4 249,2	4 479,8	4 361,2	4 738,5	377,3	8,7%	682,1	16,8%	
Actifs extérieurs nets	1 508,5	1 571,0	1 962,8	1 868,8	1 983,7	114,9	6,1%	475,1	31,5%	
AEN BCEAO	76,7	324,5	301,8	190,6	205,5	14,9	7,8%	128,7	167,8%	
AEN Banques	1 431,8	1 246,5	1 661,0	1 678,2	1 778,2	100,0	6,0%	346,4	24,2%	
Créances intérieures	3 068,0	3 176,1	3 107,4	3 105,3	3 379,6	274,3	8,8%	311,6	10,2%	
Créances nettes sur l'Admin	151,8	198,2	16,7	77,2	191,2	114,0	147,8%	39,3	25,9%	
CI BCEAO	-41,7	-221,5	-263,5	-116,6	20,2	136,8	-117,3%	62,0	-148,4%	
CI Banques	193,6	419,7	280,2	193,8	170,9	-22,8	-11,8%	-22,6	-11,7%	
Créances sur l'économie	2 916,2	2 977,9	3 090,6	3 028,1	3 188,5	160,3	5,3%	272,3	9,3%	



Sources : B.C.E.A.O.

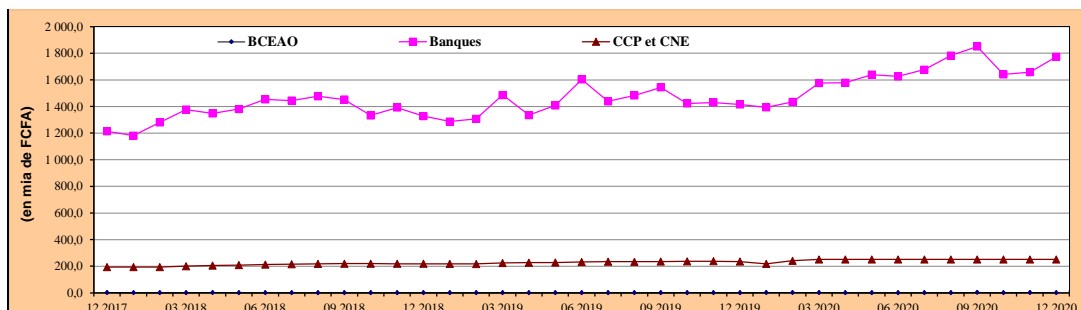
Actifs extérieurs nets

L'accroissement en variation trimestrielle des Actifs Extérieurs Nets des institutions monétaires (+114,9 milliards, soit +6,1%) est attribuable à ceux des AID (+100,0 milliards, soit +6,0%) et, dans une moindre mesure, à ceux de la Banque Centrale (+14,9 milliards, soit +7,8%).

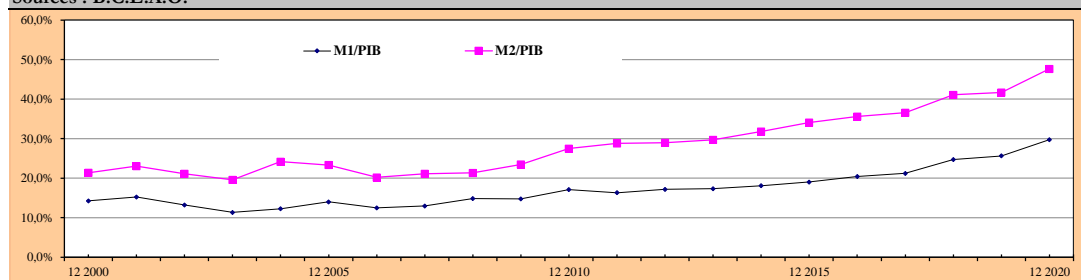
L'augmentation des AEN des AID s'explique aussi bien par celle de leurs créances extérieures brutes (+66,1 milliards), principalement à travers les crédits (+182,8 milliards) en dépit du repli des titres autres que les actions (-112,5 milliards) et des dépôts (-6,3 milliards), que par la baisse de leurs engagements bruts vis-à-vis des non-résidents (-33,9 milliards), notamment les dépôts (-28,2 milliards) et les crédits (-5,6 milliards).

Quant à la progression des AEN de la BCEAO, elle s'explique par le repli de ses engagements envers les non-résidents (-381,7 milliards) à travers notamment les autres comptes à payer (-386,7 milliards), plus prononcé que celui de ses créances extérieures brutes (-366,8 milliards).

En variation annuelle, les AEN du système bancaire se sont accrus de 475,1 milliards (+31,5%), en lien avec l'afflux de ceux des AID (+346,4 milliards, soit +24,2%) et de ceux de la Banque Centrale (+128,7 milliards, soit +167,8%).



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures sont ressorties à 3.379,6 milliards à fin décembre 2020, enregistrant un accroissement de 274,3 milliards (+8,8%) par rapport à leur niveau à fin septembre 2020. Cette évolution est imprimée par l'accroissement des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'Administration Centrale.

En effet, en se situant à 3.188,5 milliards à fin décembre 2020, les créances sur l'économie ont enregistré un accroissement de 160,3 milliards (+5,3%) par rapport à leur niveau à fin septembre 2020, en lien notamment avec la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+119,0 milliards) et aux sociétés non-financières publiques (+51,3 milliards). Cette progression des crédits à l'économie en dépit de la pandémie à Covid-19 s'expliquerait par les mesures prises par la BCEAO et par le Gouvernement pour relancer l'activité économique.

Par rapport à fin décembre 2019, les créances sur l'économie ont progressé de 9,3%, contre une progression de 9,4% entre fin 2018 et fin.

En ce qui concerne les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, en s'établissant à 191,2 milliards à fin décembre 2020, elles ont enregistré un accroissement de 114,0 milliards par rapport à leur niveau à fin septembre 2020. Cette évolution est imprimée par l'accroissement des créances nettes de la BCEAO, celles des banques commerciales ayant enregistré un repli.

La progression des créances nettes de la BCEAO résulte notamment de la diminution des dépôts du Trésor à la BCEAO (-108,8 milliards), accentuée par l'accroissement des concours nets du FMI à l'Etat (+13,5 milliards).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties la masse monétaire a progressé en variation trimestrielle de 377,3 milliards (+8,7%) pour se situer à 4.738,5 milliards à fin décembre 2020. Cette hausse a été observée aussi bien au niveau des dépôts (+315,0 milliards, soit +8,5%), que de la circulation fiduciaire (+62,3 milliards, soit +9,8%).

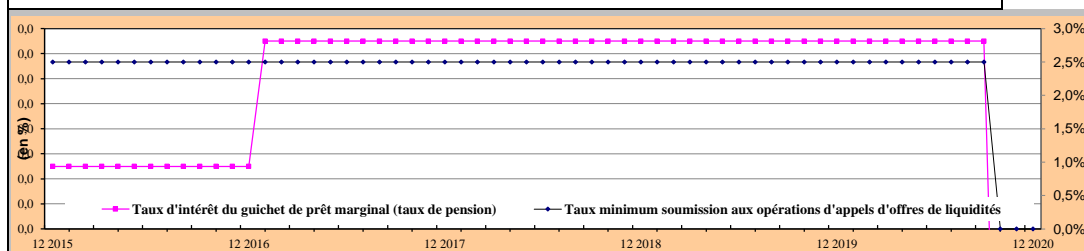
En variation annuelle, la masse monétaire a progressé de 16,8%, retracée dans les dépôts (+18,9%) et la circulation fiduciaire (+6,2).

AGREGATS MONETAIRES	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20
				Est.	Est.
M1/PIB					
M2/PIB					

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du quatrième trimestre 2020, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés par les banques de la place au cours du quatrième trimestre 2020 s'élève à 492,7 milliards contre 394,4 milliards au troisième trimestre et 320,5 milliards au quatrième trimestre 2019, enregistrant ainsi des progressions respectives 24,9% et 53,7%. Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 6,9676% contre 7,3786% au troisième trimestre 2020 et 7,4967% au quatrième trimestre 2019, soit des baisses respectives de 0,41 et 0,53 point de pourcentage.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des trois derniers mois de l'année 2020 s'est établi à 564,9 milliards, après 456,1 milliards au trimestre précédent et 454,3 milliards collectés au cours du dernier trimestre 2019, soit des progressions respectives de 23,9% et 24,3%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,9251% contre 5,8073% au troisième trimestre 2020 et 5,9747% au dernier trimestre 2019, soit une augmentation de 0,12 point de pourcentage en variation trimestrielle.

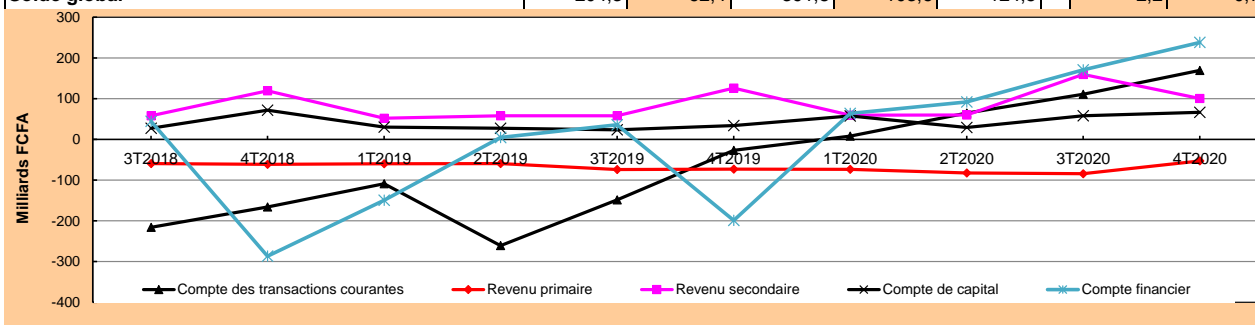
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Impactés par la pandémie à Covid 19, les échanges avec l'extérieur en 2020 sont marqués par des bouleversements qui se manifestent, pour le Burkina Faso, par un repli des importations et un accroissement notable des exportations imprimé par la résilience du secteur minier, dans un contexte de bonne tenue du cours international de l'or et une baisse marquée des prix mondiaux des produits pétroliers.

En ce qui concerne le quatrième trimestre de 2020, les échanges avec l'extérieur se sont traduits par un accroissement de l'excédent de la balance des transactions courantes et de celui du compte de capital. Au niveau du compte financier, un moindre accroissement des sorties de capitaux est enregistré. Il en résulte une amélioration du solde global qui ressort excédentaire au cours du trimestre sous revue.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-26,8	8,0	64,6	110,8	169,4	0,5	1,6
Biens et services	-79,8	22,0	87,2	35,5	121,9	2,4	0,4
Biens	70,2	154,0	214,2	167,1	253,2	0,5	0,2
Services	-150,0	-132,0	-127,0	-131,7	-131,3	0,0	0,0
Revenu primaire	-73,0	-73,4	-82,5	-84,2	-52,9	-0,4	-0,4
– Intérêt sur dette publique	-17,5	-6,8	-16,5	-12,7	-18,9	0,5	0,1
Revenu secondaire	126,0	59,4	60,0	159,6	100,4	-0,4	0,7
Administrations publiques	90,1	23,9	29,5	128,7	57,3	-0,6	0,9
Autres secteurs	35,9	35,4	30,5	30,9	43,2	0,4	0,4
– Envois de fonds des travailleurs	37,0	36,6	44,0	45,5	17,0	-0,6	-0,6
Compte de capital	33,9	57,6	29,3	58,3	66,4	0,1	1,3
Transferts de capital	33,9	57,6	29,3	58,2	66,3	0,1	1,3
Administration publique	21,1	44,1	16,5	45,5	50,2	0,1	2,0
Autre secteurs	12,8	13,5	12,7	12,7	16,1	0,3	0,3
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	7,1	65,6	94,0	169,1	235,8	0,4	1,5
Compte financier	-198,8	63,8	92,1	170,6	238,0	0,4	1,6
Investissement direct	-21,7	-10,9	-9,1	-20,3	-17,7	-0,1	1,0
Titres de participation	-32,8	-22,6	-16,6	-27,1	-24,8	-0,1	0,5
Instruments de dettes	11,1	11,7	7,5	6,7	7,0	0,0	-0,1
Investissements de portefeuille	-30,0	-82,4	-84,6	-92,3	-101,3	0,1	0,2
Titres de participation	-2,7	-9,8	-8,4	-8,0	-9,1	0,1	0,1
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-27,3	-72,7	-76,2	-84,3	-92,2	0,1	0,2
Autres investissements	-147,1	94,7	-206,1	386,9	232,6	-0,4	-2,1
Administrations publiques	-64,2	-65,3	-79,9	0,1	-4,0	-34,8	-0,9
Solde global	204,3	62,4	391,8	-103,6	124,5	-2,2	-0,7



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes est ressortie excédentaire de 169,4 milliards au quatrième trimestre 2020 après un excédent de 110,8 milliards au troisième trimestre de la même année, soit une amélioration de 58,6 milliards (+52,8%). Cette évolution favorable est imputable à l'amélioration du compte des biens et services. Par rapport au quatrième trimestre de l'année 2019 où il avait été observé un déficit courant de 26,2 milliards, le compte courant a enregistré une amélioration de 195,7 milliards au cours du trimestre sous revue, imprimée notamment par le compte des biens et dans une moindre mesure celui du revenu primaire.

La balance des biens s'est améliorée de 86,1 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 167,1 milliards au troisième trimestre 2020 à un excédent de 253,2 milliards au quatrième trimestre de la même année. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+115,1 milliards, soit +17,4%), plus importante que celle des importations (+29,0 milliards, soit +5,9%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est amélioré de 183,0 milliards au quatrième trimestre 2020, en lien avec la progression des exportations (+139,1 milliards, soit +21,8%), accentuée par le repli des importations (-43,9 milliards, soit -7,7%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 148,4% au quatrième trimestre 2020 contre 133,8% un trimestre plus tôt et 112,4% au quatrième trimestre de 2019.

Le déficit structurel de la balance des services s'est légèrement réduit en passant d'un niveau de 131,6 milliards au troisième trimestre 2020 à 131,3 milliards au quatrième trimestre 2020. Cette évolution favorable s'explique par la contraction des importations des autres services (-38,9%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est réduit de 18,7 milliards.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 52,9 milliards au quatrième trimestre 2020, après des sorties nettes de 84,2 milliards au trimestre précédent, soit une amélioration de 31,3 milliards, imprimée par le repli des paiements au titre des revenus des investissements de 29,8 milliards malgré la progression des paiements d'intérêts au titre de la dette extérieure publique de 6,2 milliards.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est replié de 59,2 milliards, en ressortant à 100,4 milliards au trimestre sous revue, après un niveau de 159,6 milliards au troisième trimestre de 2020. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des dons programmes au profit de l'Administration publique (-71,9 milliards).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 66,4 milliards, après une réalisation de 58,3 milliards au troisième trimestre 2020, soit une amélioration de 8,1 milliards, principalement sous l'effet de l'afflux des transferts en capital au profit de l'Administration publique (+4,7 milliards) et des transferts de capitaux vers les autres secteurs (+3,4 milliards).

De l'évolution des comptes des transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie** burkinabè d'un montant de 235,8 milliards contre une capacité de financement de 169,1 milliards au trimestre précédent. Au quatrième trimestre 2019, une capacité de financement de 7,7 milliards avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 238,0 milliards, après des sorties nettes de 170,6 milliards au troisième trimestre 2020. Cette évolution est imprimée principalement par les « autres investissements » au titre desquels les sorties nettes de capitaux ont progressé de 154,4 milliards.

Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 2,6 milliards tandis que les entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille ont augmenté de 9,0 milliards. En variation annuelle, le solde du compte financier s'est détérioré de 307,5 milliards par rapport au quatrième trimestre 2019.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin décembre 2020, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.778,1 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.669,4 milliards et 2.283,9 milliards, respectivement à fin décembre 2019 et fin septembre 2020. Cette amélioration en variation trimestrielle de la position débitrice de 505,8 milliards est consécutive à une baisse du stock de passifs financiers (-353,6 milliards) et une hausse du stock d'actifs financiers (+152,2 milliards).

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

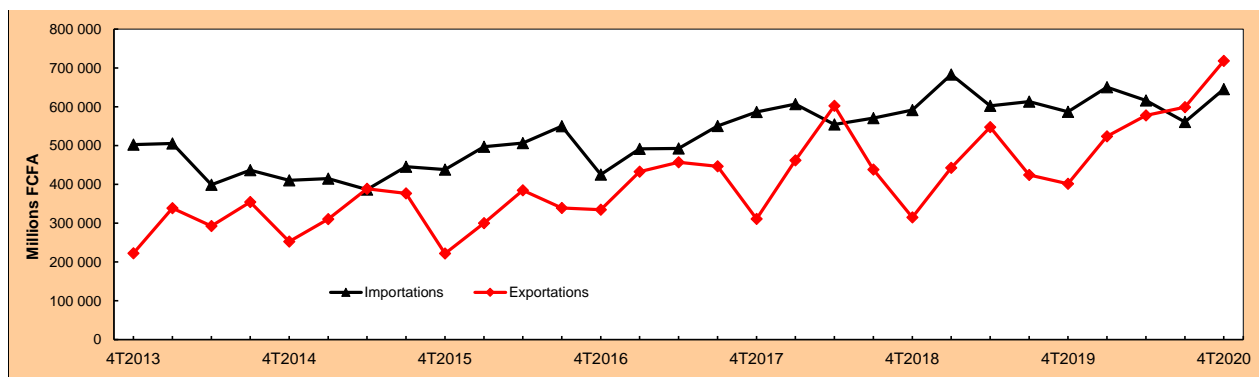
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
TOTAL	650 373,2	616 404,5	560 921,9	542 411,0	645 467,7	19,0%	-0,8%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 243,3	6 693,0	7 049,1	6 904,9	7 254,2	5,1%	16,2%
Produits du règne végétal	33 394,3	29 870,5	27 010,5	26 603,9	38 159,3	43,4%	14,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 484,9	3 500,5	5 293,4	2 466,6	3 504,8	42,1%	41,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	24 794,5	21 754,8	29 707,8	25 734,8	40 179,3	56,1%	62,0%
Produits minéraux	196 737,7	212 590,7	161 719,7	168 964,7	203 256,9	20,3%	3,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	65 798,1	80 116,4	82 327,6	67 954,9	79 664,9	17,2%	21,1%
Mat. plastiç. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	23 709,0	20 268,2	21 293,2	20 154,0	25 012,3	24,1%	5,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	393,8	525,4	600,9	949,7	538,7	-43,3%	36,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	998,1	1 046,0	1 370,5	1 301,5	1 449,1	11,3%	45,2%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 978,6	6 533,2	7 211,6	8 364,9	8 215,2	-1,8%	17,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 535,4	9 512,1	13 059,6	13 537,4	13 548,6	0,1%	42,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 454,5	1 767,3	754,1	1 311,2	1 462,3	11,5%	0,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	5 400,5	6 160,3	6 542,9	6 304,0	6 694,1	6,2%	24,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	21,1	21,3	40,8	105,4	82,0	-22,2%	288,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	36 976,6	34 776,1	37 981,4	38 461,2	39 998,7	4,0%	8,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	151 688,3	118 822,3	92 751,2	89 676,4	105 540,8	17,7%	-30,4%
Matériel de transport	70 452,1	50 819,6	47 027,3	48 180,2	52 620,1	9,2%	-25,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	7 145,0	6 330,8	13 784,0	9 955,0	10 409,9	4,6%	45,7%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	340,4	707,0	396,2	771,7	149,5	-80,6%	-56,1%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 19,0% portant le niveau des importations de 542,4 milliards de FCFA au troisième trimestre 2020 à 645,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations des produits minéraux (+34,3 milliards), les produits des industries alimentaires, des boissons et tabac (+14,4 milliards), les machines et autres appareils (+15,9 milliards).

Comparativement au même trimestre de 2019, un repli de 0,8% des importations a été observée. Cette légère baisse est imputable principalement à la baisse des "Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties" (-30,4%) et du matériel de transport (-25,3%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2019	2020	2020	2020	2020	trimestriel	annuel
TOTAL	523 736,7	577 743,7	599 011,3	612 318,1	718 058,3	17,3%	37,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	192,6	107,9	112,9	166,2	183,9	10,6%	-4,5%
Produits du règne végétal	32 967,3	51 246,2	40 112,6	21 058,6	27 823,6	32,1%	-15,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	27 262,6	33 545,9	9 428,3	2 839,6	21 180,9	645,9%	-22,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 173,4	6 298,6	5 349,1	4 805,9	4 295,4	-10,6%	-17,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 336,8	3 257,3	2 584,7	1 271,6	2 080,0	63,6%	55,6%
Produits minéraux	1 625,2	17 642,9	17 780,8	21 833,9	21 476,7	-1,6%	1221,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 727,9	1 484,9	1 399,3	2 999,8	2 085,5	-30,5%	20,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 661,2	194,6	206,6	208,5	200,3	-3,9%	-87,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	75,8	23,1	1,4	1,2	1,1	-11,1%	-98,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	18,2	10,1	9,3	7,3	93,7	1177,2%	413,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8,7	1,4	86,2	38,8	50,7	30,6%	484,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	65 340,7	86 129,2	37 910,4	6 773,7	23 071,4	240,6%	-64,7%
dont coton fibre	64 665,5	85 669,6	37 454,9	6 584,9	22 844,1	246,9%	-64,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	16,1	1,8	0,5	9,2	21,1	127,8%	30,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	56,6	7,5	7,7	9,5	12,5	32,2%	-77,8%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	367 489,1	400 230,5	482 632,9	544 795,7	626 933,7	15,1%	70,6%
dont or	366 947,7	399 511,6	481 870,3	543 678,8	625 700,7	15,1%	70,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	21 848,0	3 031,7	3 159,6	2 270,3	2 511,9	10,6%	-88,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 596,4	5 398,5	4 855,0	3 520,7	5 189,3	47,4%	-7,3%
Matériel de transport	18 005,7	2 038,5	2 431,0	2 104,2	1 546,2	-26,5%	-91,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	314,6	308,7	66,2	141,5	100,7	-28,9%	-68,0%
Marchandises et produits divers	212,5	210,7	281,9	282,2	319,8	13,3%	50,5%

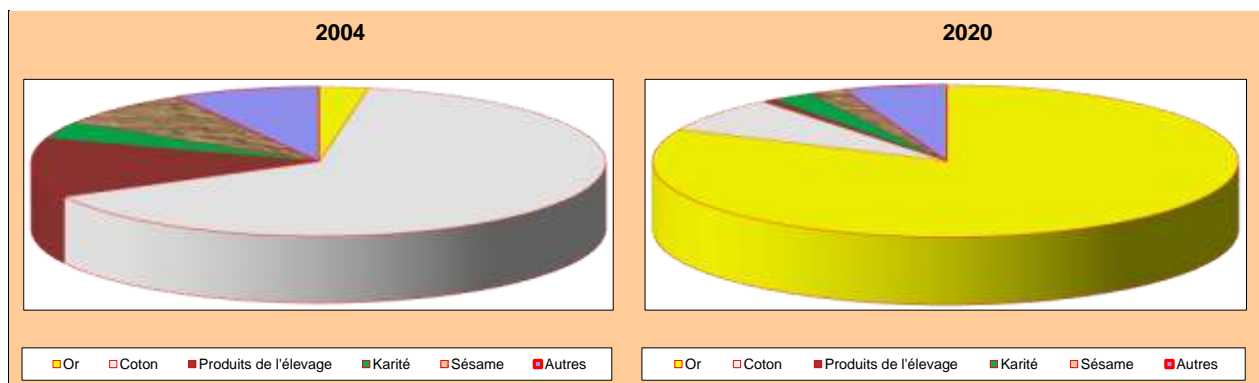


Au quatrième trimestre 2020, les exportations enregistrent une hausse de 17,3% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 612,3 milliards FCFA au troisième trimestre 2020 à 718,1 milliards FCFA au quatrième trimestre. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+15,1%) ressorties à 625,7 milliards.

En glissement annuel, il est observé une forte hausse de 37,1%, soit 194,3 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2019. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+70,5%) et des produits minéraux (+19,9 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2004	2017	2018	2019	2020
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	68,8%	68,0%	73,3%	81,8%
Part du coton dans total	64,5%	12,6%	11,4%	9,0%	7,4%
Part des produits de l'élevage dans total	12,9%	1,1%	1,0%	1,0%	0,7%
Part du karité dans total	3,8%	3,3%	3,2%	3,2%	2,4%
Part du Sésame dans total	7,9%	2,9%	3,2%	3,5%	2,0%
Part des autres produits dans total	8,2%	11,4%	13,2%	10,1%	5,7%

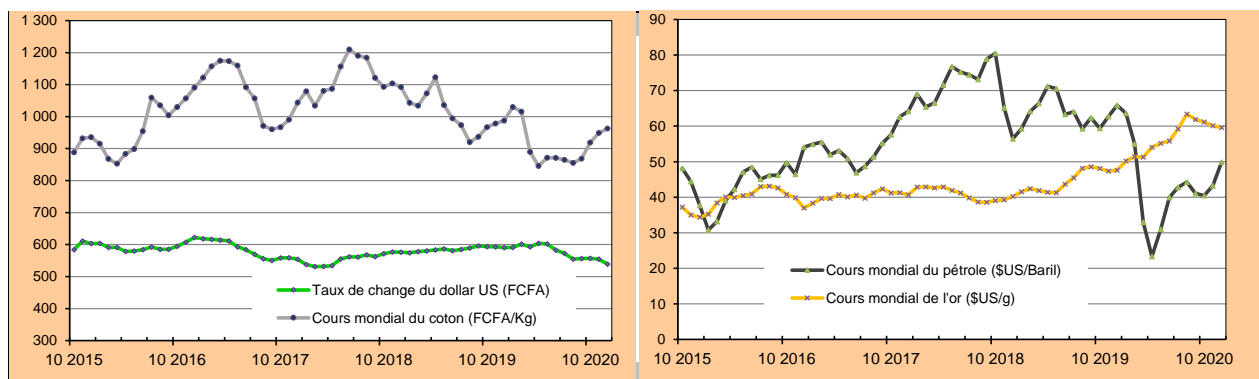


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 81,8% de la part des exportations en 2020. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 62,1 tonnes en 2020.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	592,3	595,2	596,2	561,1	550,2	-1,9%	-7,1%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	62,7	50,5	31,4	42,7	44,5	4,2%	-28,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 650,3	1 643,5	1 447,8	1 537,9	1 715,6	11,6%	4,0%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	47,7	50,9	55,0	61,5	60,3	-1,9%	26,5%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	37,1	30,1	18,7	24,0	24,5	2,1%	-34,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	977,5	978,3	862,8	862,7	943,5	9,4%	-3,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	28,2	30,3	32,8	34,5	33,2	-3,8%	17,5%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,026	0,035	0,048	0,036	0,039	7,4%	46,8%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le **dollar américain poursuit sa tendance baissière entamée depuis le deuxième trimestre 2020 vis à vis du FCFA** avec une baisse de 1,9% de sa valeur au quatrième trimestre de l'année 2020. En moyenne, le dollar s'est échangé à 550,2 FCFA au dernier trimestre 2020 contre 561,1 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est en dessous de sa valeur au même trimestre de l'année précédente. Il est en baisse de 7,1% ce trimestre comparativement au quatrième trimestre de 2019. La dépréciation du dollar au cours de l'année 2020 s'expliquerait principalement par les effets de la pandémie à coronavirus (ralentissement de l'activité économique, hausse du taux de chômage), toutes choses qui a durement éprouvé le billet vert et dans une moindre mesure les incertitudes dues aux relations tendues entre la Chine et les Etats-Unis. Le cours moyen annuel du dollar se situe ainsi à 575,7 FCFA en 2020.

- Prix des produits exportés :

Poursuite du regain du cours du coton sur les marchés mondiaux. Le coton s'est renchéri de 11,6% au quatrième trimestre 2020 en atteignant 1715,6 dollars la tonne contre 1537,9 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a aussi augmenté de 4,0% marquant ainsi une inversion de la tendance baissière entamée depuis le deuxième trimestre 2018. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 943,5 FCFA le kilogramme au troisième trimestre 2020 contre 862,7 FCFA au dernier trimestre 2020, soit une hausse de 9,4% et une baisse de 3,5% en glissement annuel. La hausse du cours du coton observé durant le dernier trimestre 2020 pourrait s'expliquer par la poursuite de la reprise progressive des activités économiques mondiales.

Stabilisation du cours de l'or en hausse depuis plus de huit trimestres. Le cours du métal jaune a été caractérisé par un léger repli au quatrième trimestre 2020 avec une baisse de 1,9% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 60,3 dollars le gramme contre 61,5 dollars au troisième trimestre 2020. Toutefois, sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse nettement le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 26,5% au quatrième trimestre 2020. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 33 180 francs le gramme, en diminution de 3,8% en rythme trimestriel mais en hausse de 17,5% en glissement annuel. Le niveau élevé du cours de l'or est en lien avec sa fonction de valeur refuge dans le contexte international de la crise sanitaire. Toutefois, la mise à disposition des vaccins contre le coronavirus au niveau mondial induirait un repli progressif du cours de l'or.

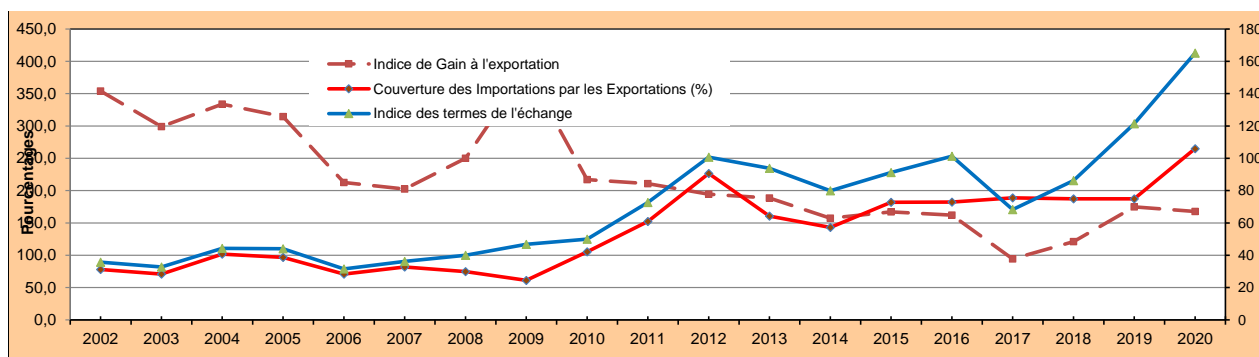
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le quatrième trimestre 2020 a connu un regain du cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 44,5 dollars au quatrième trimestre 2020 contre 42,7 dollars le trimestre précédent, correspondant à une hausse de 4,2%, confortant ainsi la hausse entamée depuis le mois d'avril où le cours moyen était descendu à 23,3 dollars. Néanmoins, en glissement annuel, il a enregistré une contraction de 28,9% au quatrième trimestre 2020. Exprimé en franc FCFA, la même tendance est observée avec une hausse de 2,1% en rythme trimestriel et une baisse de 34,1% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole a été principalement influencée par la situation mondiale de la Covid-19 dont les mesures de mitigation impactent l'activité économique.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	Var. 2020	
						Var./2019	Var./2018
Indice prix à l'exportation	160,7	178,3	263,1	263,4	314,0	19,2%	19,4%
Indice prix à l'importation	94,1	82,7	86,7	76,4	76,1	-0,5%	-12,2%
Indice des termes de l'échange	170,8	215,5	303,5	344,6	412,8	19,8%	36,0%
Indice de gain à l'exportation	37,7	48,5	69,9	77,8	67,1	-13,8%	-4,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	75,6	74,9	74,9	77,3	106,0	37,1%	41,5%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a auxillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 106,6% en décembre 2020 toujours en liens avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
OUEDRAOGO Boureima BERE Bernard RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
GUIGMA, Alidou	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP